

Budget 2023 : Les plus démunis laissés-pour-compte, encore une fois

Montréal, le 22 mars 2023 - Afin de prévenir et réduire l'itinérance au Québec, le gouvernement doit intervenir sur le revenu des plus démunis, financer le logement social et augmenter le financement des organismes communautaires. Nos attentes émises lors des consultations prébudgétaires n'ont pas été répondues et nous constatons que le budget ne permettra pas de diminuer la crise actuelle qui pousse de plus en plus de personnes vers la rue au Québec.

Rien pour la lutter contre la pauvreté

La pauvreté dans laquelle trop de Québécois.es sont plongé.es porte atteinte à l'exercice de leurs droits les plus fondamentaux. Nous devons renverser la tendance actuelle qui pousse trop de personnes vers l'itinérance. Pour y arriver, le gouvernement doit prendre ses responsabilités et s'assurer que chaque personne ait accès à un revenu qui permet de combler ses besoins de base minimalement à la hauteur de [la mesure du panier de consommation](#). Hélas, excepté la maigre bonification du crédit d'impôt pour la solidarité de 78\$ par année pour une personne seule, le présent exercice ne laisse rien entrevoir quant à un accès à un revenu décent. À cela s'ajoutent 8\$ en baisse d'impôt pour les personnes qui vivent avec un revenu de moins de 20 000\$. Cette baisse d'impôt favorisant surtout les plus nantis privera l'état de 1,7 milliard \$ en revenu par année.

Le logement social balayé du revers de la main

L'annonce du gouvernement de 1500 unités de logement d'ici 6 ans pour le programme d'habitation abordable Québec (PHAQ) est inquiétante. Tout d'abord, nous sommes loin des [50 000 logements sociaux nécessaires et demandés](#). Ensuite, de ce nombre, 500 unités sont réservées pour les promoteurs privés sans offrir de garantie pour le logement social pour les 1000 unités restantes. Rien pour diminuer la crise du logement actuel et assurer une diminution du nombre de personnes qui se retrouveront à la rue par manque de logements, par prix trop élevés de ceux-ci ou par éviction. Le financement du secteur privé par le PHAQ renforce [la financiarisation du logement](#). Phénomène qui est identifié comme un pas de recul pour le droit au logement par la défenseure fédérale du logement.

Financement des organismes communautaires

Le présent budget annonce un rehaussement de l'appui récurrent aux organismes communautaires de 36 millions \$ par année. Bien que depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement ait bonifié les investissements dans le programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC), nous sommes loin du besoin de 460 millions \$ identifié en 2019 par la campagne Engagez-vous pour le communautaire. En itinérance, un montant de 7 millions \$ par année pour les cinq prochaines années a été annoncé pour rehausser le nombre de places en refuge d'urgence. Le contexte actuel justifie une telle annonce et nous nous réjouissons que ce montant soit récurrent sur 5 ans. Néanmoins, dans l'esprit de l'approche globale mise de l'avant par [la politique nationale de lutte à l'itinérance](#) c'est l'ensemble des secteurs en itinérance qui aurait dû être rehaussé. Il est essentiel que les fonds investis pour prévenir et réduire l'itinérance offrent la flexibilité nécessaire aux communautés pour agir sur ce qu'elles identifient comme prioritaire.

Si le gouvernement a les moyens de réduire ses revenus de 1,7 milliard \$ par année par une baisse d'impôt et de mettre de côté 1,5 milliard \$ pour les impacts d'une éventuelle récession, ce dernier a les moyens de garantir un niveau de revenu décent pour l'ensemble des Québécois.es., d'augmenter considérablement l'offre en logement social et d'offrir les conditions favorables pour renforcer le filet social.